Introduction

Olivier Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1610>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.1610

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 novembre 2005

ISBN : 978-2-271-06349-6

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Olivier Martin, « Introduction », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 13 | 2005, mis en ligne le 03 novembre 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1610> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1610>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Introduction

Olivier Martin

- 1 Le laboratoire en sciences humaines et sociales (SHS) reste un peu une énigme, en tout cas une relative inconnue, pour l'histoire des sciences. Il y a au moins deux raisons à cela.
- 2 Premièrement, les travaux historiques consacrés aux sciences humaines (à leurs objets, auteurs, institutions, traditions comme controverses) ne se sont réellement multipliés que depuis une vingtaine d'années et ne se sont que rarement intéressés aux institutions et lieux de la recherche. Restée longtemps une histoire commémorative centrée sur les grands hommes et leurs théories, une histoire tournée vers le travail taxinomique et l'étude des textes classiques dans le but de dresser des bilans et de pouvoir enseigner ces disciplines (ce que Robert K. Merton appelait la *systematics*¹), voire une histoire « légitimatrice » destinée à fonder l'identité d'une discipline, l'histoire des SHS a durablement écarté l'étude des pratiques scientifiques, des groupes d'acteurs, des réseaux, des conditions d'élaboration des théories et de leurs épreuves empiriques, des institutions et de leurs éventuelles politiques scientifiques. Elle est longtemps restée une histoire des idées dominantes.
- 3 Trois séries d'événements vont transformer les façons d'écrire l'histoire des sciences humaines et sociales : premièrement, sous l'effet des travaux de Thomas Kuhn puis des perspectives ouvertes par les *sciences studies*, les transformations de l'historiographie générale des sciences à partir des années 1960 et son ouverture vers des questionnements laissant une place aux institutions, aux facteurs économiques et sociaux, aux acteurs collectifs ; deuxièmement et corrélativement, la critique des travaux évoquant le passé à travers le prisme des sciences contemporaines (position « présentiste² »), avec la posture des « vainqueurs » ne voyant dans le passé que les prémisses des savoirs actuels ; troisièmement, enfin, la création de revues ou d'associations savantes³. Progressivement, à partir des années 1970 puis 1980, l'histoire des SHS a mesuré toute la fécondité mais aussi toute la nécessité de prendre en compte les groupes (dominants comme dominés), les écoles de pensée, les controverses, les contextes intellectuels et institutionnels plus larges, pour construire une histoire « historienne » des SHS. L'étude des institutions, et notamment des laboratoires,

intervient tardivement dans cette évolution des manières de faire l'histoire. Brigitte Mazon a publié dès 1985 une histoire de l'École des hautes études en sciences sociales⁴. Mais cet exemple est plutôt exceptionnel et il faut, par exemple, attendre la fin des années 1990 pour voir réaliser des travaux approfondis sur l'histoire du premier laboratoire de sociologie du CNRS⁵.

- 4 Deuxièmement, si l'histoire des sciences humaines et sociales s'est peu intéressée aux laboratoires, c'est aussi, de manière fondamentale, parce que le laboratoire en SHS est une invention relativement récente. Le laboratoire n'est pas, jusqu'à l'après-Seconde Guerre mondiale, la forme privilégiée d'organisation de l'activité savante dans les disciplines étudiant l'homme et ses sociétés. En ces domaines, le savant est souvent « seul », titulaire d'une chaire universitaire, auteur *intuitu personae*, correspondant de manière épistolaire avec ses collègues et proches collaborateurs, participant à des séminaires mais rarement à des groupes de recherche collective. D'ailleurs, durant les premières années d'existence du CNRS, le soutien de cet organisme à la recherche en SHS consiste essentiellement à attribuer des bourses de recherche pour permettre aux chercheurs de mener à bien leur thèse d'État⁶. Cette politique renforce l'isolement des chercheurs du domaine. Bien entendu, il existe des groupes d'influence, des amitiés et fidélités intellectuelles. Il existe également des associations scientifiques, des musées (notamment ethnographiques ou anthropologiques), des sociétés savantes regroupant des universitaires et auteurs partageant les mêmes exigences et les mêmes intérêts théoriques (la Société de géographie est fondée en 1821, la Société d'ethnologie en 1938, la Société anthropologique de Paris en 1859, le Musée ethnographique du Trocadéro en 1878...). Mais ces institutions bénéficient d'une très grande autonomie, ne sont pas soumises à des évaluations par les pairs, n'offrent pas un cadre matériel et financier pour permettre à des collectifs d'exister durablement. Il existe, enfin, des revues promouvant des points de vue, des conceptions théoriques, autour desquels ces groupes et leurs proches se réunissent. Les revues sont probablement, au moins jusqu'au milieu du xxe siècle, la forme de vie collective, c'est-à-dire l'institution majeure de la recherche en sciences humaines et sociales. Pensons par exemple au groupe réuni autour de l'*Année sociologique*, revue de sociologie fondée en 1898 par Émile Durkheim⁷. Les collectifs ainsi constitués et institués partagent des tâches de secrétariat, parfois des moyens matériels et humains mis à la disposition de leur éditeur ou des institutions qui les soutiennent. Mais ils ne constituent pas pour autant une institution de recherche, évaluée régulièrement et officiellement par les pairs, ayant vocation à mener en son sein des recherches plutôt collectives, dotée de locaux et de moyens pour la recherche (crédits pour des missions, bibliothèques, crédits pour des vacations et des tâches techniques...). Et surtout, revues comme sociétés savantes échappent à deux des caractéristiques majeures de la vie scientifique telle qu'elle se développe durant l'après-Seconde Guerre mondiale : premièrement, la régulation par « le haut », c'est-à-dire en tenant compte, au moins partiellement, d'une politique scientifique, de priorités jugées essentielles par les pouvoirs publics et les instances en charge de la vie scientifique à l'échelle nationale voire internationale ; deuxièmement, la mission de formation par la recherche à travers l'accueil d'apprenti chercheurs (doctorants).
- 5 Aujourd'hui, on ne conçoit de laboratoires en sciences humaines et sociales que reconnus par le CNRS, les universités, l'Inserm ou tout autre organisme patenté en charge de la recherche scientifique⁸. En ce qui concerne le CNRS, ce processus de reconnaissance débute dès l'origine du Centre⁹ mais il ne devient prioritaire que plus

tard, avec notamment la création des unités mixtes de recherche (UMR) et de la politique de soutien à la recherche universitaire dans les années 1960.

- 6 Le dossier présenté ici regroupe trois articles éclairant, chacun à leur façon, plusieurs des questions que pose l'histoire des laboratoires en sciences humaines et sociales. Le premier article (Olivier Martin) s'interroge sur les divers principes de régulation d'un espace de recherche en SHS particulier : celui des travaux en histoire, philosophie ou sociologie des sciences. L'article cherche à saisir ce qui, au-delà du laboratoire lui-même et des flous qui l'entoure parfois, structure la vie au sein d'une communauté scientifique. Sont notamment soulignés les rôles des instances disciplinaires et des associations savantes. Cette étude est une manière de rappeler que derrière les laboratoires, parfois renommés et constituant souvent la partie visible de l'iceberg institutionnel, se cachent d'autres principes et d'autres logiques institutionnelles. Le deuxième article, par Jean-Christophe Marcel, décrit l'histoire du Centre d'études sociologiques (CES), premier laboratoire de sociologie en France. Les premières années du Centre sont marquées par une grande hétérogénéité voire une dispersion des travaux conduits par ses membres : l'identité du laboratoire est plurielle. L'article souligne par ailleurs un des traits que nous avons qualifié de majeur pour l'organisation de la vie scientifique : la formation et la transmission des connaissances (notamment des méthodes d'enquête de terrain). Enfin, le troisième article, par Corine Defrance, analyse les origines du Centre d'études germaniques (CEG) : l'histoire de ce centre, devenu un laboratoire associé au CNRS en 1968 avant de prendre toute reconnaissance CNRS en 2001, illustre bien la politique de labellisation du CNRS et les exigences que celle-ci sous-tend. Ce cas du CEG illustre également à merveille l'histoire parfois surprenante des laboratoires et de leurs multiples facettes : le CEG était à l'origine (1921) en marge du système universitaire puisque sa mission consistait à former les jeunes officiers de l'armée française destinés à travailler au service du renseignement militaire français en Allemagne. La politique franco-allemande de l'après-guerre a évidemment transformé non seulement les relations entre les deux anciens ennemis mais aussi le statut et les missions du CEG.
- 7 À travers ces trois études pointe la question de la spécificité des laboratoires en SHS (comparativement aux laboratoires des sciences de la vie et de la nature) ainsi que celle de la nature du lien entre un chercheur en SHS et son laboratoire. Le laboratoire est-il autre chose qu'une simple agence de moyens ? Malgré toutes leurs faiblesses et parfois leur manque d'unité, les laboratoires ne sont-ils pas un des lieux privilégiés de la formation par la recherche et de la socialisation des jeunes chercheurs ? Les articles rassemblés ici ne prétendent pas répondre à ces questions. Mais ils ont le mérite de donner l'occasion de se les poser.

NOTES

1. Robert K. Merton, « *On the Theory and Systematics of Sociological Theory* », p. 1-37, in *On Theoretical Sociology. Five Essays, Old and New*, New-York, The Free Press, 1967.

2. George W. Stocking, « *On the Limits of « Presentism » and « Historicism » in the Historiography of the Behavioral Sciences* », p. 112, in *Race, Culture and Evolution. Essays in the History of Anthropology*, New-York, The Free Press, 1968 [1^{re} édition de l'article 1965]
3. Cheiron, l'*International Society for the History of Behavioral and Social Sciences* est fondée en 1968 et le *Journal for the History of Behavioral Sciences* en 1965. En France, la SFHSH (Société française pour l'histoire des sciences de l'homme) est créée en 1986 et la Revue d'histoire des sciences humaines en 1999. Nous renvoyons le lecteur à J.-M. Berthelot, O. Martin, C. Collinet, *Savoirs et savants. Les études sur la science en France*, Paris, PUF, 2005, chapitre 2.
4. Brigitte Mazon, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales : le rôle du mécénat américain 1920-1960*, Paris, Cerf, 1988. Cet ouvrage est issu d'une thèse soutenue en 1985.
5. Jean-Christophe Marcel, « *Les avatars de l'héritage durkheimien. Une histoire de la sociologie en France (1920-1958)* », thèse pour le doctorat de sociologie de l'université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 1997 ; Patricia Vannier, « *Un laboratoire pour la sociologie ? Le Centre d'études sociologiques (1946-1968) ou les débuts de la recherche sociologique en France* », thèse pour le doctorat de sociologie de l'université Paris V- René Descartes, 1999.
6. Jean-François Picard, *La République des savants. La recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990, p. 194.
7. Philippe Besnard, « *La formation de l'équipe de l'Année sociologique* », *Revue française de sociologie*, 1979, 20 (1), p. 7-31.
8. Il faudrait d'ailleurs également prendre en considération, y compris dans le domaine relevant des sciences humaines et sociales, les laboratoires et centres de recherche dits « appliqués » existant dans quelques grandes entreprises (EDF, France Telecom, SNCF, RATP...) et conduisant des recherches souvent parfaitement légitimes au regard des critères admis par les communautés scientifiques. Dans de telles situations, la « régulation » par le haut résulte des orientations fixées par la direction générale ou par la direction scientifique de ces grandes entreprises.
9. Comme en témoigne la reconnaissance de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT) et celle de l'Inventaire générale de la langue française par les organismes « ancêtres » du CNRS. Notons qu'à côté de ces reconnaissances et donc de ce soutien apporté à des disciplines ou domaines déjà existant, le CNRS a également contribué à développer institutionnellement des disciplines « jeunes » et plutôt fragiles, comme en témoigne la création du premier laboratoire de sociologie en France par le CNRS en 1946. Voir J.-F. Picard, *op. cit.*, chapitre 8.

INDEX

Mots-clés : sciences sociales, sociologie, laboratoire, sciences humaines et sociales, histoire des sciences de l'homme, études sociologiques

AUTEUR

OLIVIER MARTIN

Olivier Martin est maître de conférences en sociologie de l'université Paris-Descartes et chercheur au Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis, CNRS-Paris V).